

Un retour à la normale ?

Non merci !



Pistes et recommandations
pour une société post-COVID
féministe et inclusive
au Nouveau-Brunswick



RFNB

Regroupement féministe
du Nouveau-Brunswick

Présenté par le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick
Juin 2021

Table des matières

1. Introduction	2
1.1. Qui sommes-nous? Que faisons-nous?.....	3
1.2. Pourquoi une relance féministe au Nouveau-Brunswick?.....	3
1.3. Remarques	3
2. État des lieux	4
2.1. Portrait de la province avant l'écllosion de la COVID-19	4
2.2. Portrait de la province après l'écllosion: l'impact genré de la COVID-19	6
3. Huit recommandations pour une société post-COVID féministe et inclusive	8
4. Pistes de solutions à long terme	14
5. Conclusion	15
Références	16

Document rédigé par:

- Audrey Favre, rédactrice
- Christine Griffin, directrice adjointe
- Julie Gillet, directrice générale

Révisé par: Elise Pelletier

1. Introduction

1.1. Qui sommes-nous? Que faisons-nous?

Le **Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick** (RFNB) est un regroupement sans but lucratif et sans affiliation à un parti politique, formé de membres individuelles et d'organismes et ayant pour mission de faire valoir les intérêts des femmes francophones du Nouveau-Brunswick dans toute leur diversité, de faire de l'action politique revendicatrice et de se mobiliser pour la défense et la promotion des droits des femmes, à partir d'une analyse féministe, tout en assurant leur participation citoyenne.

Après 14 ans d'existence, le RFNB est reconnu comme **expert en matière d'enjeux féministes au Nouveau-Brunswick**. L'organisme détient une expertise avérée en analyse comparative selon le genre et privilégie une approche féministe intersectionnelle.

Seul organisme de la province voué à l'avancement de l'égalité entre les genres, le RFNB entend renforcer la participation des femmes et des minorités de genre à la vie économique, sociale et démocratique.

Ces dernières années, le RFNB s'est penché sur de nouveaux enjeux, **comme la défense des droits des communautés LGBTQ2AS+, les luttes environnementales et la solidarité avec les communautés autochtones**.

1.2. Pourquoi une relance féministe au Nouveau-Brunswick?

L'année dernière, la pandémie de la COVID-19 a pris la terre entière par surprise et irrémédiablement bouleversé nos systèmes sanitaires, économiques et sociaux. Mais tout le monde n'a pas été touché de la même manière par la crise: de nombreuses études ont par exemple démontré que les conséquences à court, moyen et long terme seront bien plus lourdes pour les femmes et les populations vulnérables que pour les autres. Nous le répétons depuis des mois: **nous ne pourrons pas récupérer de la COVID-19 de manière significative sans une lentille intersectionnelle sensible au genre**.

Si nous ne tenons pas compte du genre dans les solutions apportées à la crise, et des difficultés spécifiques aux femmes et aux populations vulnérables, nous ne ferons qu'aggraver les problèmes existants: précarité, pauvreté, salaires inégaux, accès à l'emploi, violences basées sur le genre, racisme, etc.

Il est aujourd'hui essentiel d'investir concrètement et rapidement dans des mesures correctrices des effets inégaux de la pandémie sur ces populations, et **le Nouveau-Brunswick a un rôle capital à jouer pour se placer comme leader en matière d'égalité des genres** et imaginer des communautés où prospérité et bien-être de l'ensemble de la population vont de pair.

Avec ce document, nous présentons nos pistes et recommandations pour une société post-COVID féministe et inclusive afin d'accompagner le gouvernement dans ses réflexions et lui offrir des pistes de solution.

1.3. Remarques

Ce document ne se veut pas exhaustif: il présente des éléments de réflexion et d'orientation qui doivent s'inscrire dans une démarche globale et proactive de lutte contre toutes les formes d'inégalités.

Ce document s'inscrit dans un **mouvement plus global**. Partout dans le monde, des organismes féministes ont en effet entamé des réflexions de fond et montrent la voie en publiant des plans de relance féministes, à l'image du *Plan de relance économique féministe pour le Canada* de l'Institute for Gender and the Economy (GATE) et YWCA Canada, ou de la série de plans *Vers une nouvelle normalité* de la Fondation canadienne des femmes. Nos recommandations s'appuient sur leurs suggestions en les adaptant aux réalités et **aux besoins particuliers du Nouveau-Brunswick**.

2. État des lieux

2.1. Portrait de la province avant l'écllosion de la COVID-19

L'écllosion de la COVID-19 a été un nouveau coup dur pour la province, qui se relevait péniblement de la crise économique de 2008.

Le Nouveau-Brunswick figure d'ailleurs parmi les provinces les plus pauvres du Canada.

Pris dans un engrenage de pauvreté et d'austérité, le Nouveau-Brunswick affiche **un taux marqué d'inégalités de genre**. Les premières à souffrir de cette situation sont les femmes et les personnes vivant à la croisée des oppressions, comme les personnes racisées¹, autochtones ou porteuses d'un handicap.

Un gouvernement austère

Les différents gouvernements du Nouveau-Brunswick, toutes orientations politiques confondues, mènent depuis plusieurs années **une politique d'austérité**. Or, on le sait aujourd'hui, les politiques d'austérité nuisent tout particulièrement aux personnes les plus vulnérables, qui sont celles qui ont le plus besoin de services publics forts.

Cette stratégie d'austérité budgétaire est **un cercle vicieux qui bride le potentiel de la province**. Les services publics, et notamment la santé, sont régulièrement privés de ressources suffisantes au motif que le Nouveau-Brunswick est en déficit. Cette situation plonge toujours plus de personnes, et tout particulièrement les femmes, dans la précarité, voire la pauvreté.

Alors que les personnes vulnérables ont besoin d'un filet de sécurité sociale solide pour traverser les temps difficiles, de services de garde accessibles pour leurs enfants, de services de santé gratuits et disponibles et de mécanismes d'aide et de maintien à l'emploi pour leur permettre de rebondir, **les politiques d'austérité fragilisent ces acquis sociaux et creusent la dette sociale**.

¹ Personne qui appartient, de manière réelle ou supposée, à un des groupes ayant subi un processus de racisation. Le terme « racisé » met en évidence le caractère socialement construit des différences et leur essentialisation. Il met l'accent sur le fait que la race n'est ni objective ni biologique, mais qu'elle est une idée construite qui sert à représenter, catégoriser et exclure l'autre.

LA DETTE SOCIALE

La dette sociale, ce sont les écarts entre les services nécessaires et les services disponibles fournis par les organismes de bienfaisance, les organismes sans but lucratif et le gouvernement.

Pauvreté et inégalités de genre

Les inégalités de genre sont une réalité partout au Canada et **la situation économique peu florissante du Nouveau-Brunswick ne fait que creuser les écarts**. Ici comme ailleurs au pays, les femmes occupent la majorité des emplois précaires, à temps partiel et moins bien payés.

Le [Recensement de 2016 de Statistique Canada](#) brossait un tableau déjà morose de la province avant la pandémie :

- environ **108 000 personnes** vivaient sous le seuil de pauvreté, soit **14,9% de la population**
- **47% des femmes** gagnaient moins de **20 000\$** par année
- **54,8% des personnes** gagnant moins de **5 000\$** par année étaient des femmes

Notons qu'au Canada, le marché du travail est fortement genré. Les femmes occupent majoritairement des emplois à temps partiel et atypiques. Ces emplois précaires limitent leur accès aux aides sociales. Les [femmes en régions rurales](#), plus particulièrement, ont des occasions limitées de se sortir de la pauvreté étant donné la difficulté de trouver un emploi bien rémunéré.

Pauvreté et intersectionnalité

Les femmes immigrantes ou racisées sont encore plus susceptibles de vivre des discriminations, tout comme les femmes autochtones ou porteuses d'un handicap. En l'absence de mesures concrètes les aidant spécifiquement, elles pourraient bien perdre les avancées féministes âprement gagnées ces dernières décennies.

L'INTERSECTIONNALITÉ

*Formulé en 1989 par la juriste **Kimberlé Williams Crenshaw**, le concept de l'intersectionnalité s'intéresse à la **pluralité des discriminations**. Il tient compte des différentes oppressions croisées subies par une personne ou un groupe de personnes : classe, genre, handicap, âge, origine, orientation sexuelle, etc.*

Les **oppressions croisées aggravent encore les écarts entre les genres**. En moyenne, [pour chaque dollar gagné par un homme](#) employé à plein temps au Canada :

- une femme blanche gagne **75 cents**
- une femme autochtone gagne **65 cents**
- une femme racisée gagne **67 cents**
- une femme en situation de handicap gagne **54 cents**

Les femmes acadiennes et francophones de la province cumulent les discriminations, elles aussi : elles doivent composer avec des enjeux liés à la fois à **l'égalité des genres et à la francophonie en milieu minoritaire**. Difficile par exemple de trouver une place pour faire garder son enfant en français dans certaines régions rurales au Nouveau-Brunswick. Notons également qu'au Nouveau-Brunswick, [62% de la population francophone](#) se situe sous le niveau « fin de secondaire » en lecture.

2.2. Portrait de la province après l'éclosion : l'impact genré de la COVID-19

Des inégalités professionnelles aggravées

En touchant les secteurs professionnels les plus féminisés et racisés, **la pandémie a amplifié les inégalités économiques, sociales et systémiques existantes.**

Dès le début de la pandémie, une proportion plus élevée de femmes ont perdu leur emploi. Plus tard, la pandémie a intensifié les obstacles économiques auxquels les femmes sont déjà confrontées habituellement. Aujourd'hui, [un retard continue d'affecter les femmes](#) sur le marché du travail par rapport à la situation pré-pandémique, alors que les hommes ont récupéré dès septembre les emplois perdus au printemps.

Aussi, plus de la moitié des femmes travaillent dans les secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale, dans les services d'enseignement et dans les services d'hébergement et de restauration. Des secteurs dits essentiels en temps de pandémie, mais dont les travailleuses demeurent surchargées et sous-payées, tout en s'exposant davantage aux risques chaque jour. À ce sujet, notons que les femmes racisées représentent seulement 21 % des femmes employées au Canada, mais 30 % des employés du secteur des soins à domicile et du nettoyage.

Lors de la Semaine de l'égalité des genres 2021, nous avons sondé nos membres afin de mieux connaître leur réalité. Parmi les répondant-es, **35 % indiquent que la crise a eu un effet négatif sur leur revenu.**

EN CHIFFRES

- En mars 2020, 63 % des personnes qui avaient perdu leur emploi étaient des femmes
- 58 % des femmes qui gagnaient moins de 14 \$/heure ont perdu leur emploi au début de la pandémie, contre seulement 1 % des emplois où le salaire était de plus de 48 \$/heure

« **Tout mon salaire est passé en frais de garderie.** Après calcul, ce que j'ai gagné en plus a été de 6 dollars après avoir payé mes frais de garderie et mon carburant. Cette paie n'a même pas couvert mon loyer. »

Melissa³, 42 ans

Une charge mentale accrue

En plus de subir de plein fouet les effets économiques de la pandémie, **les femmes portent aussi le fardeau mental de la gestion des proches vulnérables et des enfants**, notamment en raison de l'indisponibilité des services de garde et de la fermeture des écoles.

Les femmes sont désormais mises au pied du mur d'une **triple journée de travail**, dont la majorité est non rémunérée : **emploi (à la maison si le télétravail est possible), tâches domestiques et école à la maison ou soins aux proches vulnérables.**

Lors de notre sondage, **25 % des répondant-es ont jugé leur santé mentale faible ou très faible au cours de l'année qui vient de s'écouler**, et 38 % ont affirmé que la crise avait nui à leur santé. La majorité a déclaré se sentir dépassée par les responsabilités professionnelles et personnelles, mais aussi par le stress supplémentaire lié à la sécurité financière, la santé, l'isolement et l'équilibre entre vie professionnelle et familiale.

LA CHARGE MENTALE

La charge mentale est le travail de gestion, d'organisation et de planification du quotidien. À la fois intangible, incontournable et constant, il repose en majeure partie sur les femmes.

² Le prénom et l'âge des personnes citées ont été modifiés en vue de préserver leur anonymat.

« **La crise sanitaire a exacerbé une situation déjà très difficile de conciliation travail-famille** avec une surcharge de travail liée au passage au télétravail, le manque de reconnaissance et d'attentes claires et réalistes de la part de l'employeur, l'école à la maison, la gestion des émotions et de l'anxiété des membres de ma famille. Il y avait déjà des problématiques sous-jacentes, mais **la crise sanitaire a été la goutte qui a fait déborder le vase.** »

Lamia, 37 ans

Des difficultés démultipliées pour les personnes racisées

Une enquête de Statistique Canada visant à comprendre les répercussions économiques de la COVID-19 sur les communautés racisées du Canada révèle que **celles-ci sont confrontées à des taux plus élevés de perte d'emploi** et de réduction des heures de travail que la population blanche. Parmi les femmes immigrantes, **43% ont perdu leur emploi à cause de la pandémie**, contre 32% des femmes nées au Canada.

Une pandémie fantôme

Au-delà des répercussions sanitaires et professionnelles, la pandémie est l'origine de ce que les Nations Unies qualifient de « **pandémie fantôme** », soit **une augmentation préoccupante de la violence fondée sur le genre**. L'isolement et le stress engendrés par la crise entraînent en effet une recrudescence des violences conjugales. Lors du premier confinement, les organisations de soutien aux survivant-es de violence ont constaté une [augmentation de la violence conjugale de 20 à 30%](#) au pays.

³ La notion d'infrastructure sociale renvoie à l'ensemble des dispositions et investissements organisationnels qui touchent les relations, les structures et les systèmes sociaux qui nous permettent de créer un monde plus égalitaire. Cela inclut des actifs sociaux, économiques, environnementaux et culturels, comme les centres communautaires, les services de garde, les aides à l'emploi, etc.

Une réponse gouvernementale insuffisante

Le budget du Nouveau-Brunswick pour 2021 n'offre **pas de réponse concrète, précise et ambitieuse aux répercussions économiques et sociales de la pandémie sur les femmes et les populations vulnérables**. L'absence de grands projets de société et d'investissements en faveur du secteur public et des secteurs les plus touchés par la pandémie est décevante.

60% des répondant-es à notre sondage estiment que le gouvernement du Nouveau-Brunswick ne tient pas compte de leur situation dans l'adoption des politiques publiques qui visent à redresser la barre après la crise. Les secteurs en majorité masculins, à l'image de l'industrie de la construction, se sont accaparé la majorité des maigres fonds de relance gouvernementaux. Une fois de plus, les secteurs des infrastructures matérielles priment sur ceux des infrastructures sociales³.

« J'ai un stress du confinement et du télétravail avec enfants à charge. **Je vais me brûler si je n'ai pas d'aide.** »

Mireille, 31 ans, mère monoparentale de deux enfants

3.

Huit recommandations pour une société post-COVID féministe et inclusive

« Ma capacité d'être disponible et disposée à soutenir l'impact des mesures d'urgence sur ma famille (conjoint, enfants, beaux-parents, parents) et leur bien-être a été la plus grande source de stress. Le changement de routine continuuel faisant en sorte que je devais devenir l'élément stable dans la vie des autres a été un poids lourd à porter. Le défi a été rendu plus difficile par l'absence de nos sources habituelles d'énergie: pas de gym, ni église, ni famille ou amies. La nécessité de l'isolement/quarantaine de mon conjoint dans la maison pour une période de 14 jours sans préavis a été l'enfer. »

Nadia, 56 ans

Comme expliqué plus haut, nous demandons au gouvernement du Nouveau-Brunswick d'adopter une **lentille intersectionnelle sensible au genre pour faire face aux conséquences de la COVID-19.**

Cette approche passe tout d'abord **par le recueil de données ventilées selon le genre** pour la population du Nouveau-Brunswick. Ces données, combinées à une analyse inclusive selon le genre, permettront la mise en place de politiques publiques égalitaires réellement efficaces qui tiennent compte des besoins et des réalités de chacun·e.

De manière générale, la province doit investir **en faveur d'infrastructures sociales et de politiques publiques** qui auront un impact concret et durable dans la vie des femmes et des personnes vulnérables au Nouveau-Brunswick. Les interventions publiques doivent absolument tenir compte de la **multiplicité des identités, des oppressions et des relations de pouvoir, pour parvenir à une société plus équitable.** Adopter une solution à taille unique pour toute la population ne peut plus suffire.

Il est grand temps de **garantir à tous et à toutes un logement abordable, des revenus suffisants, un accès aux soins de santé et l'absence de violence et d'oppression interpersonnelles et systémiques.**

Il est également impératif de **faire entrer l'écologie dans toutes les politiques** publiques et d'intégrer les communautés autochtones à la gestion des ressources naturelles de la province. Les luttes environnementales et sociales doivent être menées de front. Les politiques de complaisance et les intérêts privés n'y ont pas leur place.

Nos recommandations:

1. Des filets sociaux qui assurent la sécurité et le bien-être de l'ensemble de la population



Le gouvernement du Nouveau-Brunswick doit veiller à **ne laisser personne passer entre les mailles du filet de sécurité sociale**. Les acquis sociaux doivent être **consolidés** et **améliorés** pour aider chaque personne à vivre avec dignité en toute circonstance.

- **Augmentation des salaires**: le salaire minimum doit passer à 15\$/heure, taux qui correspond davantage aux besoins réels de la population que le taux actuel. L'écart salarial entre les secteurs essentiels et les autres doit être comblé afin de valoriser davantage les travailleuses de première ligne. Selon la [Coalition pour l'équité salariale](#), certains emplois à prédominance féminine ont des écarts de 9\$ par heure comparativement aux salaires des emplois à prédominance masculine de valeur comparable.
- **Augmentation des prestations d'assistance sociale**: le taux de base doit augmenter afin d'aider les nombreuses personnes qui ont perdu leur emploi depuis l'écllosion de la pandémie.
- **Régulation des loyers**: les loyers ne sont pas régulés au Nouveau-Brunswick, ce qui ouvre la porte aux abus. Nous demandons le gel des loyers jusqu'à la fin de la pandémie ainsi qu'un contrôle pérenne des augmentations et des expulsions, afin de garantir à chaque personne un endroit décent où vivre.
- **Accessibilité des services communautaires**: les services destinés à la population doivent être gratuits et accessibles à toutes les personnes, quel que soit leur genre ou leur capacité.

2. Un investissement massif en faveur du secteur public



Un secteur public fort contribue à l'essor d'une économie performante. Le gouvernement doit faire tout son possible non seulement pour mettre en œuvre des politiques de relance économique efficaces, mais aussi pour améliorer le bien-être des habitant·es et la qualité des services à la population.

Un investissement massif dans le secteur public est un moyen concret pour lutter contre le chômage sans accroître la précarité. Cet investissement renforcera structurellement le gouvernement et les entreprises à plus long terme, tout en bénéficiant à l'ensemble de la population. Le **secteur public est le meilleur garant de stabilité en temps de crise**, et il a besoin de ressources.

Le gouvernement doit plus particulièrement **investir en faveur des services de garde**, l'un des piliers de l'égalité des genres. La pandémie a montré que lorsque les garderies et les écoles sont fermées, la charge des enfants revient très majoritairement aux femmes, coupées de leurs réseaux d'aide habituels en raison du confinement. **Financer un mode de garde universel et gratuit aide non seulement les familles, mais aussi le développement économique de la province dans son ensemble.** Quand les femmes ont accès à des services de garde de qualité, elles accèdent davantage au marché du travail et peuvent s'y maintenir.

Le gouvernement fédéral a d'ores et déjà prévu une enveloppe de 30 milliards de dollars pour la création d'un système de garde national, comme l'a annoncé la ministre des Finances Chrystia Freeland fin avril. Nous applaudissons cette décision et **appelons le gouvernement provincial à être proactif dans l'établissement des accords nécessaires au déploiement de ce programme afin de mettre en place un système de garde public, universel, de qualité, accessible et offert dans les deux langues officielles.**

3. *Un meilleur accès aux services de santé*



L'incapacité de notre système de santé à s'adapter et à répondre aux besoins des femmes et des populations vulnérables a été mise en évidence pendant les multiples vagues de la pandémie. Les avortements et les soins aux patient·es transgenres ont, par exemple, été rendus inaccessibles à une grande partie de la population lors des différentes phases du plan de rétablissement.

« Difficile de gérer la fermeture de l'école, le stress de toute ma famille, d'être mère monoparentale, avec des parents malades en plus d'essayer de faire mon travail de façon adéquate. »

Alex, 22 ans

En ces temps de crise sanitaire, économique et sociale, il est urgent que le gouvernement garantisse **des soins de santé et des médicaments gratuits pour toutes et tous**. L'accès aux soins de santé est un facteur essentiel de lutte contre la pauvreté. Or, **l'attente pour obtenir un médecin de famille, par exemple, dépasse l'entendement** partout dans la province : le gouvernement doit remédier à la situation.

L'accès aux soins de santé génésique doit également être renforcé, afin de garantir à toutes les femmes et les minorités de genre la pleine autorité sur leur corps. Elles doivent pouvoir choisir si, quand et comment elles deviendront des parents. Une société égalitaire ne peut faire l'impasse de la justice reproductive. Nous demandons une augmentation des

fonds octroyés aux régies de la santé pour permettre **l'augmentation des points d'accès à l'avortement ainsi qu'un meilleur accès aux soins de santé génésique pour toutes et tous**.

En outre, **le corps médical doit être sensibilisé aux enjeux du sexisme et des biais internes**, notamment intersectionnels, dans le domaine de la santé. Ce n'est qu'à cette condition qu'il pourra assurer des soins de qualité à toutes les femmes et minorités de genre.

Enfin, des moyens doivent être déployés afin de subvenir aux besoins accrus en matière d'accompagnement psychologique et de santé mentale.

4. *Des actions concrètes pour lutter contre le racisme systémique*



Pour lutter efficacement contre le racisme systémique et les discriminations qu'il entraîne, le gouvernement **doit adopter activement une politique antiracisme**. Pour être véritablement égalitaires, les institutions publiques, du système de justice pénale à l'éducation en passant par les soins de santé, doivent s'affranchir du racisme systémique qui nuit aux droits des personnes racisées, notamment noires et autochtones.

Le gouvernement doit **placer les communautés racisées et autochtones au cœur même des politiques**. Les populations racisées ne doivent pas être consultées « pour la forme » sur les questions qui les concernent : elles doivent participer pleinement à l'élaboration de politiques non racistes ou, mieux encore, les piloter.

Une première étape est le recueil de données sur les groupes racisés. L'absence de statistiques ventilées selon les origines ethniques donne l'illusion d'une société équitable. Au contraire, cette approche empêche de tenir compte des difficultés propres aux communautés racisées.

La pandémie donne l'occasion inédite de rendre ces collectes systématiques. Aussi, les collectes de données sur les groupes racisés permettront d'évaluer l'efficacité des politiques du gouvernement et ainsi, d'augmenter sa redevabilité envers la population.

LE RACISME SYSTÉMIQUE

Le racisme systémique désigne l'ensemble des institutions, des lois et des politiques qui maintiennent un système d'inégalités privilégiant et opprimant différents groupes selon l'identité raciale qui leur est attribuée. Ces inégalités confèrent des privilèges aux personnes blanches et portent atteinte aux droits des personnes racisées et autochtones.

5. *Une revalorisation du travail de soins, rémunéré ou non*

La relance économique de la province doit passer par **des investissements ambitieux en faveur du secteur des soins**. Soins de santé, assistance sociale, aide à la personne, travail de nettoyage : les femmes représentent 70% des emplois dans ces secteurs. La pandémie de COVID-19 a révélé un paradoxe : essentiels à la société, ces secteurs manquent pourtant cruellement de financement et ses emplois sont sous-rémunérés et précaires. Il est temps de donner au secteur des soins des moyens financiers à la hauteur de son importance.



Nous pressons le gouvernement provincial de **revaloriser les salaires des travailleuses en première ligne**. Trente millions de dollars sont déjà prévus à l'intention des deux régies régionales de la santé, accompagnés d'une révision à la hausse du salaire des travailleuses dans les foyers de soins à la faveur de 12 millions de fonds publics. C'est un début, mais nous demandons une enveloppe budgétaire plus conséquente pour garantir des conditions dignes à toutes les travailleuses de la santé. Nous recommandons que le gouvernement se base [sur l'expertise de la Coalition pour l'équité salariale](#) pour des pistes de solutions concrètes en ce qui a trait à la valorisation du travail féminisé.

Le gouvernement doit également revaloriser **les soins non rémunérés grâce à des filets sociaux plus solides et des programmes d'appui aux femmes**. Ces tâches surtout assurées par des femmes sont souvent ignorées par les politiques officielles. Elles sont pourtant indispensables à la bonne marche de la société. Il importe de changer la façon dont elles sont perçues pour arriver à un partage équitable des tâches au sein des familles

LE TRAVAIL DE SOIN NON RÉMUNÉRÉ

Le travail de soin non rémunéré est l'ensemble des tâches informelles et non rémunérées au sein d'un foyer, dont les tâches domestiques, l'éducation des enfants et l'aide aux personnes vulnérables comme les aînés ou les personnes handicapées.

6. Une approche féministe à l'écologie et une approche écologique au féminisme



Un plan de relance à la fois féministe et écologique renforcera la résilience de nos économies et de nos sociétés face aux enjeux environnementaux et contribuera à l'amélioration du bien-être de l'ensemble de la population et plus particulièrement des plus vulnérables.

Nous l'avons vu plus haut, les investissements dans le secteur public stimulent la croissance économique à court et à long terme tout en améliorant le bien-être de l'ensemble de la population. **Le meilleur moyen de créer des emplois est d'investir dans la transition écologique, l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, l'éducation, la formation, la recherche et le développement durable.**

Il s'agit de secteurs en pleine croissance qui s'inscrivent dans les objectifs nationaux et mondiaux de lutte contre le réchauffement climatique.

La pandémie de la COVID-19 est considérée par les spécialistes comme une crise écologique, qui risque de se reproduire à l'avenir. Elle est [liée aux problèmes environnementaux](#) mondiaux, comme la perte de biodiversité, le changement climatique, la pollution de l'air et de l'eau ou la gestion des déchets. **Améliorer la qualité de l'air, réduire les émissions de CO2 ou accroître l'accès à une alimentation de qualité, produite localement, pourrait contribuer à rendre les habitant-es moins vulnérables en cas d'apparition d'une épidémie ultérieure.**

Par ailleurs, **une approche intersectionnelle dans la mise en œuvre de politiques et dans les décisions publiques doit être intégrée pour obtenir une justice climatique.** Il est notamment nécessaire qu'ait lieu une reconnaissance des connaissances traditionnelles autochtones et leur intégration dans les stratégies de lutte aux changements climatiques.

Le gouvernement doit **repenser la façon dont il traite le territoire provincial**, qui se situe sur **les terres ancestrales autochtones non cédées des Mi'kmaq et des Wolastoqey**. Les Autochtones doivent participer pleinement aux politiques concernant l'environnement. Leurs connaissances traditionnelles doivent être intégrées aux stratégies de lutte contre les changements climatiques à l'échelle de la province.

Aussi, nous exigeons de la transparence et des résultats : **le gouvernement doit cesser les politiques de complaisance envers les pratiques qui nuisent à notre environnement**, comme l'arrosage de glyphosate sur les forêts de la province. La santé de l'environnement et des habitant-es doit passer avant les intérêts d'une industrie privée.

7. Une meilleure représentation dans les instances de pouvoir



Le gouvernement doit adopter des **mesures concrètes pour rendre ses instances de pouvoir plus diversifiées et inclusives, à tous les niveaux**. Des efforts doivent être réalisés pour **diversifier le terrain politique, chasse gardée de représentants blancs, cisgenres et dans la force de l'âge**. Peu de place est laissée aux femmes et aux minorités de genre, encore moins racisées, alors que c'est de la pluralité des perspectives que naîtra une société qui répond aux besoins de toute la population.

Les trois plus grandes villes du Nouveau-Brunswick ont maintenant une mairesse à leur tête depuis les élections municipales de mai 2021. Et depuis l'automne 2020, l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick compte 14 femmes élues, soit trois de plus qu'au précédent mandat. Nous saluons ces premiers pas. Mais pour amorcer un réel changement, **ils doivent à tout prix s'accompagner de plus de politiques délibérément féministes**. En diversifiant la composition des instances de pouvoir à tous les niveaux, du niveau local au niveau provincial, les besoins et les revendications des différents groupes de population auront davantage de chance d'être entendus.

Le gouvernement doit aujourd'hui prendre des actions spécifiques pour améliorer et garantir la pleine participation de l'ensemble de la population à la vie politique. Dans le cadre de nos travaux ces dernières années, et notamment de nos projets [Chantier féministe](#) et [Municipalité](#), nous avons identifié de nombreuses pistes de solution à cet effet. Parmi elles, citons la mise en place de mesures visant à améliorer la conciliation vie privée/vie professionnelle au sein des instances de pouvoir, ainsi que la lutte active contre les pratiques sexistes et le harcèlement.

8. Une lutte active contre la violence basée sur le genre



Les organismes d'aide aux personnes victimes de violence basée sur le genre ont tiré la sonnette d'alarme depuis longtemps: nous assistons à une hausse inquiétante des violences depuis le début de la pandémie. L'isolement engendré par la crise entraîne en effet une recrudescence des violences conjugales et les victimes rencontrent des barrières supplémentaires pour en sortir.

Il est impossible de lutter contre cette violence sans prendre en considération ses causes profondes: la pauvreté, le racisme, le sous-financement chronique des infrastructures sociales, les inégalités de genre, le patriarcat⁴, etc. En ce sens, l'ensemble de nos revendications évoquées plus haut, visant à garantir la sécurité et les droits des personnes les plus vulnérables, contribue à la lutte contre les violences basées sur le genre.

Néanmoins, des actions concrètes doivent également être mises en place afin d'offrir de l'aide immédiate aux victimes et d'outiller les professionnel·les de la santé et de la sécurité pour mieux les accompagner. Nous exhortons le gouvernement à travailler en étroite collaboration avec les organisations sur le terrain pour définir avec elles les meilleures stratégies pour y parvenir. Des moyens suffisants doivent y être affectés afin d'offrir une réponse adéquate.

⁴ Le patriarcat est l'institution de la domination masculine sur les femmes et les enfants dans la famille et l'extension de cette dominance sur les femmes dans la société en général.

4.

Pistes de solutions à long terme

*« Je ne suis pas libre
tant qu'il reste une femme
entravée, même si ses chaînes
sont très différentes
des miennes. »*

Audre Lorde, essayiste,
poétesse, militante féministe
queer

La pandémie nous donne l'occasion de repenser complètement notre société. D'imaginer un monde meilleur, inclusif et solidaire et de repenser le système défaillant dans lequel nous vivons. Avec le présent document, nous souhaitons orienter les efforts du gouvernement pour qu'il applique enfin une lentille intersectionnelle sensible au genre à toutes ses politiques. **Ces réformes ne sont toutefois que le début d'une refonte plus globale qui nécessitera du temps, des efforts et de la volonté.**

Aujourd'hui, notre mode économique repose sur **l'oppression et l'exploitation systématiques** d'une grande partie de la population. C'est le travail gratuit, sous-rémunéré et précaire des femmes et des populations vulnérables qui lui permet de perdurer. Nous rejetons en bloc ce monde qui n'a jamais répondu à nos besoins. Nous ne voulons pas d'un « retour à la normale ».

Nous voulons saisir ce moment pour repenser collectivement nos modes de fonctionnement à l'échelle de la province. **Notre société doit reposer sur la justice sociale et reléguer les profits au second plan.** Le gouvernement doit privilégier les infrastructures sociales aux infrastructures matérielles. Le bien-être de l'ensemble de la population doit passer avant tout, et pas seulement les intérêts de certain-es.

Nous voulons un système affranchi des oppressions. Un monde pensé par et pour les plus vulnérables, qui améliorera le bien-être de toute la population.

Bien entendu, les changements de fond prennent du temps. Ils impliquent à la fois **une prise de conscience et une action globale.** Mais au sortir de la pandémie, le Nouveau-Brunswick a l'opportunité de montrer la voie et d'innover en la matière en amorçant une réflexion de fond sur les façons d'inclure les personnes actuellement en marge de la société.

5. Conclusion

La pandémie de la COVID-19 nous a prouvé, si besoin en était, que notre système était défaillant. Cette crise sans précédent a mis en danger des décennies d'avancées féministes.

La façon disproportionnée dont les femmes et les personnes vulnérables en ont souffert et en souffrent encore nous montre à quel point ces groupes sont fragiles et requièrent des actions spécifiques.

Il est aujourd'hui nécessaire que **le gouvernement du Nouveau-Brunswick démontre une réelle volonté politique et adopte systématiquement une lentille intersectionnelle sensible au genre** dans ses prises de décision afin de permettre à toutes et tous de traverser cette crise avec dignité.

Notre province peut sortir grandie de la pandémie : saisissons cette occasion sans précédent de jeter les bases d'un système plus solidaire et inclusif. *« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question »*, écrivait Simone de Beauvoir dans *Le Deuxième Sexe* en 1949. Refusons de lui donner raison. **Profitons de cette crise pour réinventer une société plus juste, dotée de politiques durables, féministes et sociales ambitieuses.**

Références

Adam Cotter et Laura Savage, *La violence fondée sur le sexe et les comportements sexuels non désirés au Canada, 2018: Premiers résultats découlant de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés*, 2019, en ligne. Page consultée le 24 mai 2021.

Amnistie internationale – Canada francophone, *Racisme systémique*, en ligne. Page consultée le 27 mai 2021.

Anjum Sultana et Carmina Ravanera, The Institute for Gender and the Economy (GATE) et YWCA Canada, *Un plan de relance économique féministe pour le Canada: Faire fonctionner l'économie pour tout le monde*, 2020, en ligne. Page consultée le 25 mai 2021.

Codac NB, *Statistiques*, en ligne. Page consultée le 22 mai 2021.

Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick, *La dette et les déficits sociaux*, 2020, en ligne. Page consultée le 20 mai 2021.

Daniel J. Dutton, C. Herbert Emery, New Brunswick Institute for Research, Data and Training, *La pauvreté extrême au Nouveau-Brunswick: Description et comparaisons nationales*, 2019, en ligne. Page consultée le 18 mai 2021.

Fondation canadienne des femmes, Centre canadien de politiques alternatives, Ontario Nonprofit Network et Kathleen Lahey, *Vers une nouvelle normalité: financer un secteur des femmes prospère et en santé*, 2020, en ligne. Page consultée le 22 mai 2021.

Fondation canadienne des femmes, Women's Shelters Canada, Pauktuutit, Inuit Women of Canada, Anita Olsen Harper (NACAFV) et Jihan Abbas (DAWN- RAFH Canada), *Resetting Normal: systemic gender-based violence and the pandemic*, 2020, en ligne. Page consultée le 23 mai 2021.

Gouvernement du Nouveau-Brunswick, *La pauvreté au Nouveau-Brunswick*, 2016. Page consultée le 18 mai 2021.

Jolson Lim, *Youth, women, precarious workers bear brunt of COVID-19 job losses*, *Statistics Canada finds*, publié sur Ipolitics le 9 avril 2020.

Le Conseil du statut de la femme, *La croissance de l'emploi des femmes stagne*, 2020, en ligne.

Lise Savoie, Hélène Albert et Isabel Lanteigne, *Mythes et mensonges sur les femmes en situation de pauvreté en milieu rural: Lever le voile sur des réalités de femmes actrices de leur vie*, 2018, en ligne. Page consultée le 20 mai 2021.

Melissa Moyser, *Les femmes et le travail rémunéré*, publié sur Statistique Canada le 9 mars 2017.

ONU-Femmes, *La pandémie fantôme: la violence contre les femmes pendant la COVID-19*, en ligne. Page consultée le 3 juin 2021.

Sultana, A., Ravanera, C., *Un plan de relance économique féministe pour le Canada: faire fonctionner l'économie pour tout le monde*, The Institute for Gender and the Economy (GATE) et YWCA Canada, 2020, en ligne.